

Réparateurs électroniques : Tout savoir sur l'utilisation de pièces détachées reconditionnées

En France, la réparation d'appareils électroniques avec des pièces détachées reconditionnées s'inscrit dans une dynamique d'économie circulaire, encouragée par des mesures européennes et nationales. Mais quelles sont les règles à respecter pour les professionnels du secteur ? Entre obligations légales, opportunités économiques et enjeux de transparence, voici ce qu'il faut savoir pour exercer cette activité en toute sérénité.



Depuis 2021, l'Union européenne impose aux fabricants de rendre disponibles les pièces détachées pour certains appareils (smartphones, lave-linge, etc.) pendant 7 à 10 ans après leur mise sur le marché. En France, cette obligation est renforcée : les réparateurs doivent pouvoir accéder à ces pièces à un prix raisonnable, et les fabricants ne peuvent plus entraver leur utilisation via des verrous techniques ou logiciels. Une avancée majeure pour les professionnels, qui peuvent désormais proposer des réparations durables et économiques à leurs clients.

Pièces reconditionnées : quelles règles appliquer ?

Contrairement à la vente de biens d'occasion, l'utilisation de pièces détachées reconditionnées pour la réparation n'impose pas de déclaration préalable en préfecture. En revanche, les réparateurs doivent **garantir la traçabilité et la conformité des pièces utilisées**.

En effet, les réparateurs engagés dans l'économie circulaire doivent respecter les règles de **garantie légale de conformité** : si une pièce reconditionnée est utilisée, la garantie s'applique comme pour une pièce neuve, sauf mention contraire claire et transparente. Ainsi, en cas de litige, le réparateur doit pouvoir prouver l'origine et la qualité des pièces installées. Une bonne pratique consiste à documenter chaque intervention et à fournir une facture détaillée au client.

Vers une obligation de proposition ?

À l'image du secteur automobile, où les garagistes doivent proposer un double devis (pièces neuves/occasion) depuis 2017, une extension de cette obligation aux réparateurs électroniques pourrait voir le jour. En anticipant cette évolution, les professionnels peuvent d'ores et déjà former leurs équipes, structurer leur approvisionnement en pièces reconditionnées, et communiquer sur leur engagement en faveur de l'économie circulaire.

DGCCRF - Pour aller plus loin : Produits électroniques reconditionnés, une alternative possible au neuf ? :
<https://www.economie.gouv.fr/dgccrf/laction-de-la-dgccrf/les-enquetes/produits-electroniques-reconditionnes-une-alternative>